



**HAL**  
open science

## Les trois crises du Venezuela de Nicolás Maduro

Eduardo Rios Ludena

► **To cite this version:**

Eduardo Rios Ludena. Les trois crises du Venezuela de Nicolás Maduro. Les Études du CERI, 2014, n° 207-208, pp.9 - 14. hal-03473730

**HAL Id: hal-03473730**

**<https://sciencespo.hal.science/hal-03473730>**

Submitted on 10 Dec 2021

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Première partie

# **L'Amérique latine dans l'actualité**

## Les trois crises du Venezuela de Nicolás Maduro

Eduardo Ríos

Lors de son dernier discours prononcé le 8 décembre 2012, avant de partir se faire soigner à Cuba, Hugo Chávez avait nommé comme successeur son ministre des Affaires étrangères, Nicolás Maduro. Sa mort le 8 mars 2013 à Caracas a activé une clause constitutionnelle permettant qu'une nouvelle élection soit tenue. Le 12 avril 2013, Maduro l'a emporté d'une courte tête (50,6 % des voix) contre Henrique Capriles. Si cette victoire étriquée l'a affaibli politiquement, les élections locales du 8 décembre 2013 l'ont quelque peu conforté. Passé le cap de cette épreuve électorale, et un an après le décès du leader historique de la révolution bolivarienne, Maduro a vu ses capacités à gouverner mises à l'épreuve en 2014 par une triple crise économique, sociale et politique. Le coût social de la détérioration de la conjoncture économique a provoqué des manifestations qui ont pris de court le président et ses adversaires (dans son propre camp et dans l'opposition). Le premier a tenté de prendre des mesures d'ajustement de l'économie tandis que ses opposants en ont profité pour tenter de modifier les rapports de force en leur faveur et d'infléchir les politiques économiques.

### LA CRISE ÉCONOMIQUE ET LA CAMPAGNE DE LA DERNIÈRE CHANCE

La crise économique de la première année de gouvernement de Nicolás Maduro peut être résumée par trois variables : une diminution des réserves internationales en dollars, une augmentation soutenue de l'inflation et une dévaluation conséquente.

Depuis 2008, le pays a vu l'érosion continue de ses réserves en dollars (Graphique 1)<sup>1</sup>. Cette diminution des fonds de l'Etat vénézuélien en devises étrangères a obligé le gouvernement à s'endetter auprès des marchés financiers à des taux très élevés (autour de 13 % pour les obligations sur cinq ans)<sup>2</sup> et auprès de l'Etat chinois à travers des contrats payables en pétrole (réduisant de fait les liquidités en dollars que perçoit l'Etat). Afin de comprendre comment cette crise de liquidité affecte l'économie réelle, il faut rappeler que l'Etat mobilise ces devises, tirées à 95 % de l'exploitation pétrolière, pour honorer ses dettes<sup>3</sup> et pour financer les importations du pays, car depuis 2003, le Venezuela pratique un contrôle de changes et un taux de change fixe. Une réduction des liquidités en dollars limite donc la quantité de produits qui peuvent être importés.

Le gouvernement fait donc face à un problème de liquidités en devises, aggravé en partie par le passif de l'Etat et en partie par un passif « indirect » estimé à treize milliards de dollars, qui correspond au retard de paiement des sommes dûes aux compagnies importatrices, tributaires de la bureaucratie locale pour

---

<sup>1</sup> En 2008, le gouvernement a modifié la valeur nominale de sa monnaie, le bolivar, et adopté le bolivar fuerte (au taux de 1 000 bolivars pour 1 bolivar fuerte). C'est pour cette raison que nous prenons cette date comme référence.

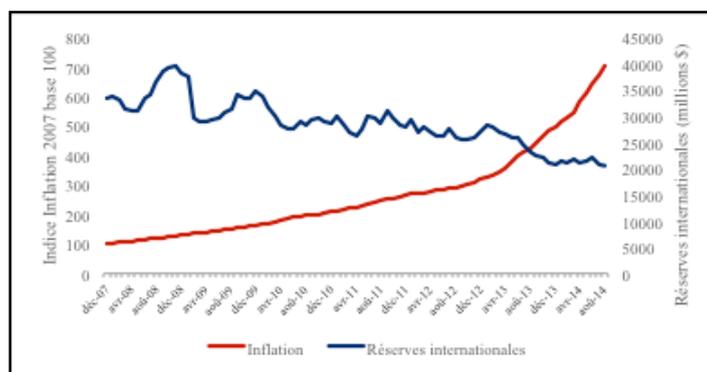
<sup>2</sup> Bonos Venezolanos, Cotización al día : [www.bonosvenezolanos.net/bonos/historicos](http://www.bonosvenezolanos.net/bonos/historicos).

<sup>3</sup> L'Etat vénézuélien a des programmes de vente de pétrole aux pays des Caraïbes à des prix subventionnés. La crise de devises a contraint l'Etat à réduire ses envois de pétrole à Cuba de 30 % et aux autres pays de 15 %. A. R. Jiménez, « Pdvsa recortó exportaciones hacia Cuba y Petrocaribe », *El Nacional*, 27 février 2014 ([www.el-nacional.com/economia/Pdvsa-recorto-exportaciones-Cuba-Petrocaribe\\_0\\_363563835.html](http://www.el-nacional.com/economia/Pdvsa-recorto-exportaciones-Cuba-Petrocaribe_0_363563835.html)).

se voir allouer des devises leur permettant de financer leurs achats<sup>4</sup>. Ce phénomène est aggravé par la chute du prix du pétrole enclenchée au second semestre<sup>5</sup>.

Par ailleurs, on constate une augmentation de l'inflation de l'ordre de 62 % cette année<sup>6</sup>, ainsi qu'une accélération de l'augmentation des prix en moyenne depuis 2007 : alors que les prix ont été multipliés par 2,91 entre janvier 2008 et août 2012, ils l'ont été par 2,4 entre août 2012 et août 2014 (Graphique 1). Cette inflation résulte du haut niveau d'endettement de l'entreprise pétrolière nationale Petróleos de Venezuela SA (PDVSA) auprès de la Banque centrale, qui l'a compensé en créant de la monnaie inorganique (« la planche à billets »). Le gouvernement doit donc également faire face à une inflation importante alimentée par les politiques distributives qu'il a mises en œuvre pour financer la dernière campagne de Chávez et la première de Nicolás Maduro<sup>7</sup>.

**Graphique 1**  
Inflation base 100 en 2007 et réserves internationales en millions de dollars 2007-2014



Source : BCV

L'augmentation des liquidités et l'impossibilité d'accéder légalement aux devises étrangères depuis 2010<sup>8</sup> ont poussé le dollar parallèle à la hausse, ce qui constitue une dévaluation de fait (Graphique 2). Entre 2003 et 2014, le Venezuela a connu entre deux et quatre taux de change simultanément. Jusqu'en 2010, le taux de change officiel était à 2,15 Bs/\$ et le taux dit « *permuta* » (le précurseur légal du taux du marché noir) accessible à la bourse de Caracas à 4,5 Bs/\$. En 2010, le gouvernement a emprisonné des présidents de compagnies de change<sup>9</sup>, interdisant de fait le dollar *permuta*, et a instauré un double taux de change, l'un à 2,6 et l'autre à 4,3 Bs/\$. Ils ont été unifiés en janvier 2011 à 4,30 Bs/\$. Pendant cette période, le taux de change du dollar parallèle a augmenté de 5,3 à 9 Bs/\$. Entre janvier 2008 et août 2012, il était deux fois supérieur au taux légal. Suite à la politique monétaire expansionniste de l'été 2012, le spread (différence entre le taux parallèle et le taux légal) s'est envolé,

<sup>4</sup> R. Deniz, « A 13 millardos llega deuda en dólares con empresas privadas », *El Universal*, 31 janvier 2014 ([www.eluniversal.com/economia/140131/a-13-millardos-llega-deuda-en-dolares-con-empresas-privadas](http://www.eluniversal.com/economia/140131/a-13-millardos-llega-deuda-en-dolares-con-empresas-privadas)).

<sup>5</sup> J. P. Rathbone, A. Schipani, V. Rodrigues, « Oil price fall triggers fears of Venezuela default », *Financial Times*, 16 octobre 2014 ([www.ft.com/intl/cms/s/0/b7a2ee04-5478-11e4-84c6-00144feab7de.html#axzz3LOLeeBXI](http://www.ft.com/intl/cms/s/0/b7a2ee04-5478-11e4-84c6-00144feab7de.html#axzz3LOLeeBXI)).

<sup>6</sup> Certains économistes prévoient qu'elle puisse atteindre les 70 % en décembre.

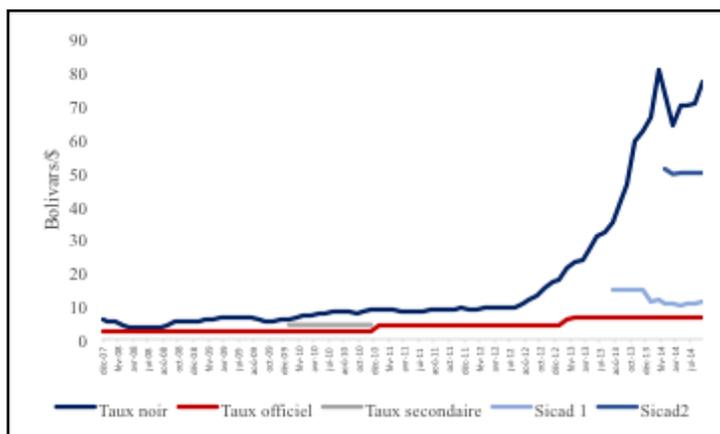
<sup>7</sup> La politique de financement des compagnies de l'Etat avec la « planche à billets » permet à celles-ci de participer à l'effort de financement des campagnes électorales. Depuis 2008, PDVSA intervient également sur le marché alimentaire à travers Petróleo de Venezuela Alimentos (PDVAL) en vendant des aliments à prix subventionnés. Ces transferts de liquidité en bolivars de la Banque centrale à l'entreprise pétrolière permettent à cette dernière d'importer des aliments et des produits électroménagers sans passer par la Banque centrale. Cette stratégie de la planche à billets permet notamment le financement de la campagne électorale, mais elle favorise par ailleurs l'inflation. Pour le financement - en dollars - de l'augmentation de la production pétrolière, PDVSA s'est endettée auprès des compagnies pétrolières internationales.

<sup>8</sup> « Se reducen al mínimo las operaciones de las casas de bolsa », *El Universal*, 12 mai 2010 ([www.eluniversal.com/2010/05/12/eco\\_art\\_se-reducen-al-minimo\\_1896179](http://www.eluniversal.com/2010/05/12/eco_art_se-reducen-al-minimo_1896179)).

<sup>9</sup> Ils ont été libérés dans le courant de l'année 2014 sans qu'aucune des accusations ne soit retenue.

passant d'un facteur 10 à 13 pour la seule année 2014. Cette augmentation du taux parallèle a obligé le gouvernement à dévaluer le taux officiel à 6,3 Bs/\$ en février 2013. Cette dévaluation s'est montrée insuffisante et le gouvernement a créé un système de vente de dollars par mise aux enchères qui a commencé – officieusement<sup>10</sup> – à 15 Bs/\$ pour osciller autour de 11 Bs/\$ à partir de décembre 2013. Ce deuxième taux n'a pas non plus réussi à contenir l'augmentation du taux parallèle, forçant le gouvernement à introduire un troisième taux à 50 Bs/\$ (dit Sicad 2<sup>11</sup>) en mars 2014, fixé par un marché des changes libre mais qui n'est que très peu utilisé par manque de liquidités en devises étrangères.

**Graphique 2**  
**Taux de change au Venezuela 2007-2014**



Sources : BCV et Dollar Paralelo

La situation économique est donc caractérisée par une carence en devises entraînant une réduction des importations et une aggravation de la pénurie des produits de base ; par une inflation galopante qui rogne le pouvoir d'achat ; ainsi que par une dévaluation qui érode les salaires dans un pays où 60 % des produits consommés sont importés. Cette crise économique provoquée par les politiques publiques mises en œuvre afin de remporter les élections de 2012 est devenue un problème politique central. Une solution pourrait se trouver dans la réduction des subventions en dollars (pour la consommation d'essence et l'importation d'aliments de consommation quotidienne entre autres). Une action dans cette direction pourrait augmenter les flux en devises et donner des marges de manœuvre au gouvernement. Mais les conséquences politiques attendues – qui seraient provoquées par une aggravation de la situation sociale – ont acculé le gouvernement à l'inaction économique pendant les trois premiers trimestres de 2014. Cette temporisation s'illustre par exemple dans la succession d'annonces relatives à l'augmentation du prix de l'essence qui n'ont jamais été suivies d'effet durant le premier semestre 2014.

Bien que le gouvernement n'ait pas publié les données sur l'évolution de l'économie, des sources de la Banque centrale confirment une chute de 5 % du PIB au premier semestre, une inflation annualisée de 62,3 % au mois d'août 2014 et une pénurie de 35 % des produits<sup>12</sup>. Cette situation économique critique a provoqué une dégradation du niveau de vie et une montée des protestations.

<sup>10</sup> Il s'agissait du système Sicad 1 de vente de dollars aux enchères, dans lequel des devises étaient attribuées à qui proposait la quantité la plus proche du chiffre fixé au préalable par le gouvernement. Dans un premier temps, les résultats de ces enchères ont été tenus secrets.

<sup>11</sup> Un marché soumis à l'offre et à la demande de dollars, qui n'a jamais été suffisamment financé et n'a de valeur qu'indicative. Ce taux peut être utilisé légalement par l'Etat (et surtout par PDVSA) pour faire des joint-ventures et demander des prêts à un taux plus favorable.

<sup>12</sup> A. Figueroa, « Primer semestre se fue sin conocerse cifras oficiales de la economía », *El Mundo*, 2 septembre 2014 ([www.elmundo.com.ve/noticias/economia/politicas-publicas/primer-semestre-se-fue-sin-conocerse-cifras-oficia.aspx](http://www.elmundo.com.ve/noticias/economia/politicas-publicas/primer-semestre-se-fue-sin-conocerse-cifras-oficia.aspx)).

## LES CONSÉQUENCES SOCIALES D'UNE ÉCONOMIE SOUS CONTRÔLE POLITIQUE

La crise sociale a été marquée – du moins médiatiquement – par une série de manifestations au premier trimestre 2014, durement réprimées par le gouvernement (42 morts, 3 000 détentions et 200 incarcérations<sup>13</sup>, dont celle d'un leader politique national, etc.). Deux indices permettent de donner un aperçu du contexte. Si l'on s'intéresse au taux de pauvreté au Venezuela entre 2011 et 2013 (Tableau 1), on constate qu'il présente une variation saisonnière. Son évolution se mesure donc par comparaison des taux semestriels d'une année sur l'autre. Le taux de pauvreté qui avait chuté de cinq points entre le premier semestre 2011 et le second semestre 2012 (pendant la campagne présidentielle) est remonté de six points au second semestre 2013 pour retrouver son niveau de 2011. Ainsi, alors que la situation économique laissait présager une augmentation conséquente du taux de pauvreté, l'on observe une stabilisation au niveau de 2011.

**Tableau 1**  
**Taux de pauvreté 2011-2013 (%)**

	2011		2012		2013	
	1 <sup>er</sup> sem.	2 <sup>e</sup> sem.	1 <sup>er</sup> sem.	2 <sup>e</sup> sem.	1 <sup>er</sup> sem.	2 <sup>e</sup> sem.
Taux de pauvreté	27,4	26,5	27,2	21,2	29,4	27,3
dont extrême pauvreté	7,3	7	7,7	6	11,8	8,8

Source : INE

Cette évolution tient au fait que le gouvernement Maduro a poursuivi une politique d'émission monétaire agressive et a élaboré en 2014 un budget réel supérieur à celui de 2013 (hors inflation). Le président en fonction a donc choisi d'assurer la continuité des plans sociaux généreux mis en œuvre par Chávez. Malgré cela, il a dû faire face aux manifestations du premier trimestre 2014. Selon l'observatoire vénézuélien de la conflictualité, leur nombre a augmenté de 278 % (6 000 au total) par rapport à 2013, qui avait été une année record<sup>14</sup>. Elles ont regroupé les catégories sociales aux revenus moyens (un ensemble très hétéroclite), très touchées par l'inflation, la dévaluation et les pénuries. Le gouvernement Maduro a poursuivi sa politique d'aide aux secteurs populaires, financée par de la monnaie inorganique, mais cela a généré une forte inflation. Maduro a tenté « d'acheter la paix sociale » au prix de l'aggravation de la situation économique. Sa stratégie a consisté à asseoir son pouvoir politique avant de lancer des réformes d'assainissement de l'économie.

## LA SURVIE POLITIQUE (IMPROBABLE) DE NICOLÁS MADURO

En février 2014, alors que la situation économique se dégradait ostensiblement et que les manifestations étudiantes commençaient à se multiplier, ni le président Maduro (et les hommes forts du chavisme) ni les responsables politiques d'opposition ne sont parvenus à imposer un agenda politique clair. Regroupée derrière la Table de l'unité démocratique (MUD), l'opposition s'est lancée dans un débat « sur les stratégies » qui a opposé Leopoldo López, fondateur et président du parti La Volonté du peuple (VP), à

<sup>13</sup> Gobierno Bolivariano de Venezuela, « Protestas han dejado 42 muertos, 873 lesionados y 224 privados de libertad (+Gráficos) », 26 mai 2014 ([http://noticiasmk.com/index.php?option=com\\_content&view=article&id=26903:protestas-han-dejado-42-muertos-873-lesionados-y-224-privados-de-libertad-graficos&catid=84&Itemid=639](http://noticiasmk.com/index.php?option=com_content&view=article&id=26903:protestas-han-dejado-42-muertos-873-lesionados-y-224-privados-de-libertad-graficos&catid=84&Itemid=639)).

<sup>14</sup> El Observatorio Venezolano de Conflictividad Social, « Conflictividad social en Venezuela en el primer semestre de 2014 », 17 juillet 2014 ([www.observatoriodeconflictos.org.ve/category/tendencias-de-la-conflictividad](http://www.observatoriodeconflictos.org.ve/category/tendencias-de-la-conflictividad)).

Henrique Capriles, membre fondateur du parti Justice d'abord et gouverneur du deuxième Etat le plus peuplé du pays. Il a scindé la coalition d'opposition en deux groupes distincts, l'un proposant une stratégie « de rue » et appelant de ses vœux la convocation d'une assemblée constituante, l'autre souhaitant reconstruire la MUD et la préparer au mieux pour gagner les élections législatives de décembre 2015. Cette vive discussion a poussé le président de la MUD, Ramón Guillermo Avelledo, à démissionner le 30 juillet 2014. Par ailleurs, elle a conduit à une réorganisation de la MUD<sup>15</sup> et à la rédaction d'une ébauche d'accord électoral pour les élections législatives. Le nouveau secrétaire général de la MUD, Jesus Chuo Torrealba symbolise le compromis atteint à l'issue de ce débat. Il s'est fait connaître par son émission « Radar des Barrios », en référence aux bidonvilles et quartiers populaires, qu'il anime sur Radio Caracas depuis 2005, et il a toujours affiché une distance politique avec le VP. Ainsi se dessinent les différents pôles de ce débat : d'un côté, ceux qui ont investi dans des stratégies de consolidation institutionnelle et de construction de partis politiques souhaitent suivre une voie censée les favoriser. De l'autre, les groupes minoritaires, fort d'un électorat mobilisé et convaincu, ont demandé et obtenu de pouvoir prendre des décisions d'orientation politique. Tout occupé à ce débat interne, la MUD n'est pas parvenue à s'imposer comme une force de contre-proposition claire face à Maduro. Une fois les manifestations calmées et Leopoldo López incarcéré, Maduro s'est retrouvé sans adversaire clairement identifié. Sa stratégie politique s'est inscrite dans la continuité de celle de Chávez : un discours radical opposant « la révolution » à une bourgeoisie à abattre. Mais la faiblesse de l'opposition ainsi que les négociations engagées avec les hommes d'affaires ont décrédibilisé cette stratégie. Couplée à la situation politique, cette transformation des rapports de force a affecté la popularité de Maduro. En août 2014, les enquêtes d'opinion montraient qu'il était considéré comme le grand responsable de la crise économique, sans pour autant que l'opposition soit considérée comme une alternative préférable.

Bien que conscient de la gravité de la situation économique, le gouvernement s'est également embourbé dans des discussions sur « l'orientation économique » à donner au pays. Sous les apparences d'un débat entre les « modérés » favorables à une ouverture économique (représentés par le ministre de l'Energie Rafael Ramírez et le président de la Banque centrale Nelson Merentes) et les radicaux qui s'y opposaient (notamment le ministre de la Planification Jorge Giordani) se jouait surtout un affrontement pour l'accès aux positions de pouvoir économique de l'Etat. Il a coûté son poste à Giordani, qui s'est retiré en écrivant une longue lettre critiquant l'orientation « libérale » souhaitée par Maduro<sup>16</sup>. Il dénonçait aussi la corruption du gouvernement et les politiques erratiques de « l'équipe économique ». La gestion de Nicolás Maduro a aussi fait l'objet de vives critiques de la part des syndicats métallurgistes de l'Est du pays. Face à cette montée de la contestation interne, Maduro a opéré une redistribution des postes de pouvoir au sein de l'appareil politique d'Etat en trois temps. Tout d'abord, déterminé à écarter les « radicaux » des positions de pouvoir économique, il a poussé Giordani à la démission le 18 juin 2014, en nommant Ricardo Menendez comme ministre de tutelle de la Planification. Dans un deuxième temps, il s'est servi du troisième congrès du parti socialiste organisé le 31 juillet 2014 pour renégocier la place des différentes formations politiques se réclamant de la mouvance chaviste au sein des positions d'Etat. Le 3 septembre 2014, il a annoncé le limogeage de Ramírez en tant que président de PDVSA (remplacé par l'ancien vice-président de l'exploration et de la production de l'entreprise, Eulogio del Pino) et ministre de l'Energie (remplacé par le frère de Hugo Chávez, Asdrúbal) et l'a nommé à la tête du ministère des Affaires étrangères. Ces remaniements ont fait suite au débat qui a agité le gouvernement après la victoire aux municipales : ses membres les plus engagés idéologiquement, qui sont un rouage essentiel des organisations « populaires » et de la machine électorale, exigent des postes ministériels, alors que les cadres politiques de la révolution veulent verrouiller le système et mener des politiques susceptibles de remettre l'économie sur les rails, au risque de concéder quelques entorses au dogme.

---

<sup>15</sup> Avant, les décisions de la MUD étaient prises par les cinq principaux partis. Elles devraient désormais intégrer d'autres groupes.

<sup>16</sup> J. Giordani, « Testimonio y responsabilidad ante la historia », *Aporrea*, 18 juin 2014 ([www.aporrea.org/ideologia/a190011.html](http://www.aporrea.org/ideologia/a190011.html)).

Finalement, cette cacophonie gouvernementale a largement sapé le capital politique des dirigeants, ce qui explique l'échec des deux dialogues engagés d'une part entre le gouvernement et les hommes d'affaires le 27 février 2014, et d'autre part entre le gouvernement et l'opposition le 12 avril. Les représentants de l'opposition ne parlaient pas d'une seule voix et Maduro ne pouvait rien céder puisqu'il ne disposait pas des moyens pour le faire. Pour les mêmes raisons, les réformes économiques ont été repoussées, dans l'attente d'un président qui dispose de l'autorité et du charisme pour les imposer. En novembre 2014, une série de vingt-huit lois relatives à l'économie ont été approuvées par décret présidentiel. Les plus concrètes concernaient la hausse des taxes sur les produits de luxe et les cigarettes, des mesures permettant de récolter rapidement des fonds pour financer le budget. Les autres lois relevaient davantage de l'effet d'annonce.

## **CONCLUSION**

Le Venezuela traverse l'une des périodes les plus difficiles de son histoire économique récente, marquée par des pénuries généralisées, une inflation qui pourrait atteindre les 70 % et une dévaluation qui a divisé la valeur du bolivar par dix. Dans cet environnement difficile, son PIB a reculé de cinq points au premier semestre 2014. La dégradation de la situation économique s'est traduite dans un premier temps par une baisse des salaires intermédiaires, faisant le lit de protestations de grande ampleur. Aucune amélioration n'étant attendue à court terme, une recrudescence de la contestation est à craindre. Les grèves de travailleurs métallurgistes et les protestations d'une faction de mécontents au sein de la mouvance chaviste laissent présager des mobilisations susceptibles de s'étendre à la population dans son ensemble. L'augmentation nécessaire du prix subventionné de l'essence (moins d'un centime de dollar par litre) et le relèvement des prix contrôlés des aliments vendus à perte par le gouvernement et certaines grandes entreprises devraient directement affecter le pouvoir d'achat des secteurs populaires.

Pendant sa première année au gouvernement, Nicolás Maduro n'a pas réussi à disposer du capital politique suffisant pour rectifier le tir et pallier les conséquences de la politique économique qui lui a permis de parvenir au pouvoir. Son inaction a conduit à une aggravation de la situation économique et place le gouvernement dans une situation délicate pour préparer les élections législatives de 2015.